

d'appréhensions, va devenir un gage de tranquillité pour l'Angleterre; car, il ne faut pas s'y tromper, la position était critiquée et s'emprirait de jour en jour.

En France, l'état de calme relatif qui s'était établi depuis quelque temps semble sérieusement menacé. Le Président de la république a hésité longtemps à soumettre son message aux chambres parce que ce message est quelque peu hostile aux princes d'Orléans qui ont insisté à venir prendre leurs sièges dans l'Assemblée, malgré l'espèce d'entente qu'il y avait eu entre eux et M. Thiers à cet effet. D'un autre côté, on annonce que des projets de loi restituant à ces princes leurs biens confisqués et leur rendant tous leurs droits de citoyens français vont être déposés devant l'Assemblée. L'extrême gauche, à son tour entend proposer une amnistie générale rendant la liberté à des milliers de communismeux prisonniers sur les pontons ou ailleurs. On conçoit la position délicate du Président en pareille circonstance. Cette position se complique encore par les mouvements des impérialistes qui commencent à inspirer des craintes sérieuses, au point qu'ordre a été envoyé aux arsenaux de Cherbourg et de Brest de tenir des navires prêts à croiser le long des côtes de France dans l'appréhension d'un nouveau retour de l'île d'Elbe. Deux journaux impérialistes, le *Pays* et l'*Avenir libéral*, ont en outre été supprimés pour avoir publié un compte-rendu inexact des troubles qui ont eu lieu à Ajaccio. On considère cette mesure de rigueur comme une grande faute de la part de Thiers. C'est en effet tenir, vis-à-vis de la presse, une conduite comme celle qui a valu à Napoléon III tant de déboires et tant de haines. On s'apercevra peut-être à la fin que le peuple français n'est pas un peuple comme les autres et que son chef, fût-il un homme de la trempe de M. Thiers, peut subir les mêmes épreuves, essayer les mêmes revers que l'empereur déchu. On ne comprend bien les dangers, les difficultés de la position que lorsqu'on y est, et les révolutions seraient beaucoup moins fréquentes si le peuple pouvait juger d'un peu plus près. Quoiqu'il en soit on discute déjà la succession de M. Thiers, et l'on sait qu'en France, un pouvoir discuté est déjà à demi tombé. Suivant la rumeur, Thiers, forcé par les circonstances, se démettrait de la présidence en faveur du duc d'Aumale. Cette décision aurait pour effet de mettre de côté, implicitement, les prétentions du comte de Chambord. Il n'est pas à supposer, cependant que d'Aumale se résignerait à la simple présidence d'une république, lui fils de roi, à moins qu'il ne veuille s'en servir comme d'un marchepied pour arriver à la royauté. En présence des événements qui se préparent, il ne serait peut-être pas sans intérêt pour plusieurs de nos lecteurs de connaître exactement la position de chacun des prétendants au trône de France, du côté des Bourbons. La branche aînée n'a qu'un seul représentant qui est le comte de Chambord; il est cousin de Louis Philippe et petit-fils de Charles X, c'est par conséquent lui qui a les droits les plus sérieux à la couronne. La branche cadette, qui a régné avec Louis Philippe, est plus nombreuse. Elle se compose, 1° du comte de Paris et du duc de Chartres représentant feu le duc d'Orléans, leur père, fils aîné de Louis Philippe et mort par suite d'un accident vers 1843; 2° du duc de Nemours, du prince de Joinville, du duc d'Aumale et du duc de Montpensier, les quatre autres fils de Louis Philippe. Le duc de Nemours est rentré dans la vie privée et le duc de Montpensier vit en Espagne où il a épousé une sœur d'Isabelle, ex-reine de ce pays. Le duc de Chartres est à l'armée. Il ne reste donc que quatre prétendants qui, d'après les lois des successions doivent être rangés dans l'ordre suivant: 1° le comte de Chambord, 2° le comte de Paris, 3° le prince de Joinville, 4° le duc d'Aumale. S'il faisait valoir ses prétentions, le duc de Nemours aurait le pas sur d'Aumale et de Joinville; d'un autre côté, le duc de Chartres passerait avant ces trois derniers. Le comte de Chambord est cependant le seul, quant à présent, qui puisse, sans usurpation monter sur le trône; les autres ne peuvent y arriver légalement que par la mort ou par l'abdication de tous ceux qui les précèdent.

Les internationaux tiennent à ce qu'on ne les oublie pas, et de temps à autres, de France ou de l'étranger part une fusée destinée à faire rentrer le monde en lui-même. La dernière est partie de Londres où Bergeret publie un journal qui se nomme le *Qui Vive!* Voici ce que l'on trouve dans l'un des derniers numéros: "Apprenez que nous n'avons plus au cœur que l'idée d'une vengeance, et nous la voulons terrible, exemplaire. Un jour viendra, vous le savez où nous serons de nouveau maîtres de la place. Il n'y aura plus de grâce, plus de merci pour les tueurs de juin 1848 et de mai 1870. Nous faucherons vos têtes, seraient-elles couvertes de cheveux blancs, et cela avec le plus grand calme. Vos femmes, vos filles, nous n'aurons plus pour elles ni respect ni pitié; nous n'aurons que la mort! la mort, jusqu'à ce que votre race maudite ait disparu à tout jamais. A bientôt, messieurs les bourgeois!"

Ainsi l'Internationale a fait faire un pas de plus au système. Autrefois la moisson de têtes ne se faisait que dans les rangs de la noblesse ou du clergé; aujourd'hui voilà la bourgeoisie suspecte et menacée, demain, la dénonciation et le meurtre se mettra dans le cœur de l'Internationale elle-même. Malgré ces menaces, cependant, et l'état encore incertain de la constitution, les affaires reprennent leur cours et les institutions littéraires et scientifiques reviennent peu à peu à la vie et à leurs anciennes habitudes. Ce réveil se faisait sentir l'autre jour à l'Académie à l'occasion de la réception de Jules Janin. Le célèbre ou plutôt le fameux critique doit occuper le siège laissé vacant par la mort de M. de Ste. Beuve. Le jour de la cérémonie, il était trop faible pour prononcer son discours que M. Camille Doucet a dû lire. Le duc d'Aumale était présent. L'Académie

française a été en butte à bien des critiques et de fait, comme au temps de Piron, bien des gens affectent de ne point la prendre au sérieux. Il faut avouer qu'elle n'apporte pas dans le choix de ses membres le discernement qui pourrait produire un changement d'opinion en sa faveur.

La Russie, qui depuis quelque temps était sur un pied de guerre, vient de réduire considérablement l'effectif de son armée. Il est à remarquer que cette réduction a singulièrement coïncidé avec la réception d'une note diplomatique que l'Autriche a adressée à toutes les puissances, leur faisant part de ses intentions pacifiques. Les complications sérieuses qu'on avait cru entrevoir dans les relations de ces deux puissances existaient donc réellement? La réponse est peu importante pour le moment, puisque le danger est écarté. Un autre incident qui n'a pas eu de portée d'ailleurs, mais qui aurait pu cependant amener des suites assez graves, c'est la conduite de M. Catacazy, ministre russe à Washington. M. Catacazy s'était rendu personnellement et officiellement désagréable au gouvernement; son rappel a été demandé; mais, pour des raisons encore inconnues, l'affaire a traîné et menaçait de s'aggraver quand heureusement l'arrivée du grand duc Alexis est venue jeter cet incident dans l'ombre et l'a fait oublier. M. Catacazy en attendant a été rappelé. La réception du grand duc aux Etats-Unis a été très-brillante. Il a été partout accueilli avec une pompe extraordinaire et on dirait que le Président Grant a voulu mettre tout en œuvre pour montrer à son illustre visiteur que la grandeur et l'éclat ne sont pas l'apanage seul des régimes aristocrates, mais qu'un gouvernement fondé sur les principes égalitaires peut bien aussi, dans les circonstances, avoir ses magnificences et son prestige. Le passage du prince a été signalé par plusieurs incidents qu'il est intéressant de noter. Au bal donné en son honneur à Philadelphie, on aurait, paraît-il, refusé une carte d'invitation à un homme de couleur; celui-ci a écrit au grand duc une lettre fort extraordinaire dans la quelle il se plaint amèrement de cette conduite et exprime l'espoir que le prince n'y est pour rien. On ne dit pas ce que ce dernier a répondu. A New-York, le grand duc a fait distribuer quinze cents piastres pour les pauvres de la ville et généralement sa conduite officielle et privée a donné partout une haute idée de son caractère noble et philanthropique. Le duc est, en outre, non seulement un grand prince, mais encore un homme fort distingué par son instruction solide et ses connaissances variées. Il est aussi grand admirateur des arts: il peint bien et plus d'un virtuose ambitionnerait la réputation brillante qu'il s'est faite en musique. Le grand duc est le troisième fils de l'Empereur des Russies et est âgé d'environ vingt ans. Plusieurs personnes voient un signe des temps dans cette visite du représentant de la tyrannie absolue au peuple qui est censé posséder les institutions les plus libres du monde. Pour nous, nous n'y voyons qu'un Empereur qui désire étendre ses relations, tout en rendant une politesse, et un peuple qui désire en tirer le meilleur parti possible. Nous n'avons pas parlé de la visite du grand duc parmi nous parce que cette visite n'a eu aucun caractère officiel et s'est faite presque *incognito*. Un sentiment de délicatesse qui honore le fils d'Alexandre lui a fait refuser toute démonstration de fête sur le territoire britannique à cause de la maladie du prince de Galles. A Montréal, il a lunché seulement avec quelques invités chez le maire de la ville, et à Ottawa, il a été l'hôte du Gouverneur général. Il est maintenant parti pour St. Louis où M. Catacazy qui l'escortait jusque-là, doit le laisser et céder sa place au nouveau ministre, son successeur. Sensible cependant à la bonne volonté des Montréalais il a expédié mille piastres au Maire pour les pauvres de la ville.

Au milieu de ces fêtes, les agitateurs ne restent cependant pas inactifs, et l'Internationale—car il faut encore parler d'elle,—fait des siennes à New-York. Des démonstrations ont été organisées par cette société, à l'occasion de l'exécution de Rossel. Les autorités ont fait quelques arrestations mais la tranquillité n'ayant cependant eu rien à souffrir, les prisonniers ont été relâchés et tout est rentré dans l'ordre, en apparence du moins. A la Nouvelle-Orléans, l'état de la ville, suivant les journaux, est horrible. On y tue impunément et en plein jour, et le verdict d'acquiescement n'est plus qu'une question d'argent. Des courtiers *ad hoc*, assure-t-on, toujours au courant de la composition des jurys, se chargent de vous dire à l'avance, ce qu'il vous en coûtera pour vous débarrasser de votre ennemi. On prétend trouver la cause de cet état de choses dans la diffusion et la pratique trop générale de cette maxime qui contient tous les crimes en principe: "*Make money, honestly if you can, but make money.*" Cette maxime a reçu une autre application qui pour être moins coupable, n'en est pas moins inconvenante, de la part du général Schenck, agent diplomatique des Etats-Unis en Angleterre. Le général, malgré sa haute position, a cru pouvoir inscrire son nom dans une société commerciale, et faire marcher de front le négoce et la diplomatie. L'opinion publique s'en est profondément émue, et les journaux anglais ont vertement censuré cette manière d'agir, la qualifiant d'insulte gratuite à leur gouvernement. Le Président des Etats-Unis a désavoué la conduite de Schenck qui sera probablement rappelé. On annonce aussi l'arrivée de Jules Ferry avec la charge de ministre de France près le cabinet de Washington. Cette nomination, accueillie d'abord avec assez de réserve, semble maintenant rencontrer toutes les approbations.

Cuba paraît vouloir se pacifier un peu. Un grand nombre d'insurgés, dégoûtés par les excès de leurs co-révolutionnaires dont la majeure partie appartient à l'espèce nègre, ont fait leur soumission au gouvernement Espagnol. Le document qui contient cette soumission est signé de